



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la  
Vendée**

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 13 novembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 octobre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EARL DES BOIS**

L'Ouche de la Vere  
85710 BOIS-DE-CÉNÉ

**Nos Références : 24-2366 KM**  
**Code AIOT : 0058500322**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 octobre 2024 dans l'établissement EARL DES BOIS, implanté à L'Ouche de la Vere à BOIS-DE-CÉNÉ (85710). L'inspection a été annoncée le 04/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DES BOIS
- L'Ouche de la Vere - BOIS-DE-CÉNÉ (85710)
- Code AIOT : 0058500322
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de volailles soumis à autorisation par arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ/1-739 du 14 décembre 2018, complété par un arrêté de prescriptions complémentaires n°2024-DCPATE-155 du 06 mai 2024, pour 130 000 emplacements, un stockage de fourrages de 1800 m<sup>3</sup> et un stockage de gaz de 6,8 T soumis à déclaration.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Ammoniac élevage IED
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Dossier installation classée            | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4  | conforme          |
| 2  | Intégration dans le paysage et propreté | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6  | conforme          |
| 3  | Accessibilité de l'installation         | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | conforme          |
| 4  | Moyens de lutte                         | Arrêté Ministériel du 27/12/2013,            | conforme          |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
|    | contre l'incendie   | article 13                                     |                   |
| 5  | Installations électriques et techniques – Plans – FDS                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14   | conforme          |
| 6  | Accès aux installations   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3 | conforme          |
| 7  | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)              | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17   | conforme          |
| 8  | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18   | conforme          |
| 9  | Mise en œuvre des MTD   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41   | conforme          |
| 10 | Émissions atmosphériques d'ammoniac                                     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45   | conforme          |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation ne présente aucune non-conformité sur les points contrôlés.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre des risques (art. 14) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li> <li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li> <li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li> <li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li> <li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |

|  |
|--|
| <b>Constats :</b><br>Le jour de l'inspection la vérification des fiches d'élevage fait apparaître la présence de 67538 poulets et 20698 pintades, soit un total de 88 236 volailles. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.<br>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitation est propre et entretenue et s'intègre dans le paysage par la présence de haies.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 3 : Accessibilité de l'installation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.<br>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.<br>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.<br>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitation est accessible aux services de secours.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.<br>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.<br>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.<br>Ces moyens sont complétés :<br>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;<br>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. |

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.  
Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

Les vannes de barrage de gaz des bâtiments sont situés à l'extérieur sous verre dormant et signalées.

L'exploitation dispose de 6 extincteurs dont la dernière vérification date du 15 octobre 2024.

Les numéros d'appel d'urgence et les dispositions à prendre en cas de sinistre sont affichés dans chaque sas.

Un point d'eau naturel, propriété de l'exploitant, de 1000 m<sup>3</sup> répertorié par le SDIS est présent à moins de 200 m des bâtiments.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

**Constats :**

Les installations électriques ont fait l'objet d'une vérification le 18 octobre 2024. Le rapport n'ayant pas été finalisé le jour de l'inspection la conformité n'a pas pu être vérifiée mais les exploitants s'engagent à effectuer les travaux nécessaires le cas échéant.

Les installations de gaz sont vérifiées au moins une fois par an, la dernière a été effectuée le 16 septembre 2024.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion est présent sur l'exploitation.

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Accès aux installations**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.<br>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitation est fermée par une barrière empêchant l'accès aux personnes étrangères à celle-ci.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.<br>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.<br>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.<br>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitation dispose d'un forage déclaré et conforme à la réglementation. La tête du forage est protégée par une plaque béton sur buse surélevée d'environ 50 cm.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 8 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.<br>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.<br>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| <b>Constats :</b><br>Un compteur permet le relevé des consommations du puits, il est effectué quotidiennement pour l'abreuvement des volailles et mensuellement pour la totalité des usages de l'exploitation.<br>Un système de disconnexion entre le réseau public et le réseau du forage est présent.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 9 : Mise en œuvre des MTD**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.<br>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.<br>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. |
| <b>Constats :</b><br>Les MTD 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 13, 24, 25, 27, 28, 29 et 32, présentes dans le dossier de réexamen de l'exploitation, ont été vérifiées et sont appliquées au sein de l'élevage.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 10 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »<br>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020 |
| <b>Constats :</b><br>La déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac de l'exploitation pour 2023 a été réalisée dans l'outil GEREPA par l'exploitant.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

